



Pascal Gemperli est le président de l'association. Photo: Bovy

par [Raphaël Cand](#), le 28 janvier 2022

Étiquettes:

[énergie Morges référendum](#)

L'association «Un café pour le climat» a été fondée pour faire la promotion du «oui» dans le cadre de la campagne.

Les camps s'organisent en vue du scrutin prévu le 15 mai à Morges. Après que la droite a réussi à réunir le nombre de signatures nécessaires à la tenue du référendum, les Verts ont fondé l'association «Un café pour le climat», dont le «but premier» est de promouvoir le «oui» et donc l'affectation d'un point d'impôt supplémentaire à la planification énergétique de la Commune.

Le comité estime que «même si certains éléments semblent avoir été pris en compte dans le budget de la Ville, force est de constater que ce financement, tant du point de vue public que du soutien au privé, n'est pas à la mesure du défi climatique qui se dresse devant nous ni conforme aux objectifs de la stratégie énergétique». Pascal Gemperli, Sylvie Faÿ et Karen Jones écrivent également que «c'est pour donner suite à ce constat que l'affectation d'un point d'impôt a été votée par le Conseil communal, afin de disposer chaque année d'environ 855 000 francs supplémentaires pour accélérer le rythme de mise en œuvre de la stratégie énergétique, beaucoup trop lent aujourd'hui». «De plus, même s'il s'agit effectivement d'un point d'impôt supplémentaire, le principe même de l'impôt qui est que chacun participe à la mesure de ses moyens rend l'impact fiscal de cette mesure relativement minime pour les contribuables. Concrètement, cela fait en moyenne quatre francs par mois, correspondant environ à la valeur d'un café pour le climat», peut-on encore lire dans le communiqué.

Droite opposée

Pour rappel, la droite combat cette hausse jugée «malvenue, en particulier pour la classe moyenne et d'autant plus en période de crise, dangereuse pour l'attractivité de la ville, arbitraire et injustifiée». Le PLR, l'UDC et l'Entente Morgienne estiment que «s'il suffisait de collecter plus d'argent auprès des contribuables pour répondre aux problématiques sociétales, les impôts seraient en constante augmentation». C'est pourquoi ils ont lancé ce référendum qui donnera le dernier mot à la population.



Le Parti socialiste aligné

Dans un communiqué diffusé vendredi 28 janvier, le Parti socialiste de Morges annonce – sans surprise – qu’il combattra le référendum. « Notre commune, par son Conseil communal, s’est fixé des objectifs allant dans ce sens avec sa stratégie énergétique. Toutefois, pour les réaliser d’ici 2035, des moyens financiers importants sont nécessaires dès maintenant et pour les années futures. Aussi, l’augmentation d’un point d’impôt donne à la Municipalité les moyens d’affecter environ 850000 francs par année à l’atteinte de ces objectifs. »

Le PS estime également par la voie de sa présidente Céline Elsig (photo) que ce point d’impôt supplémentaire « est nécessaire pour répondre aux objectifs stratégiques de la Ville en fonction de la capacité financière de chaque contribuable. Pour le PS, l’impôt est et reste le moyen de financement le plus solidaire et le plus équitable entre toutes et tous, contrairement aux taxes qui frappent plus durement les bas revenus. C’est pourquoi, nous déplorons l’augmentation de plus de 20% de la taxe forfaitaire pour les déchets décidée par la Municipalité. »

À lire également...
